RCS : BASTIA
Code greffe : 2002

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BASTIA atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2008 D 00268
Numéro SIREN : 508 223 013
Nom ou dénomination : SCI TESA

Ce dépôt a été enregistré le 23/01/2014 sous le numéro de dépôt 144

Duplicata

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BASTIA

SCP MES H. NAPPI ET N. CASANOVA
PALAIS DE JUSTICE
BP 345 20297 BASTIA CEDEX
TEL 04 95 34 84 70
FAX : 04 95 34 84 71

RECEPISSE DE DEPOT

AFFICHES PARISIENNES
15 rue du Louvre
BP 900730
75001 Paris 01

V/REF :
N/REF : 2008 D 268 / 2014-A-144

Le Greffier du Tribunal de Commerce DE BASTIA certifie qu'il a reçu le 23/01/2014, les actes suivants :

Acte sous seing privé en date du 30/10/2013
- Cession de parts - entre Honoré ZIRPOLO (cédant) et ZIRPOLO Christel épouse GIOVANNETTI (cessionnaire)

Procès-verbal d'assemblée en date du 28/10/2014
- mise à jour des statuts suite à la cession de parts sociales

Statuts mis à jour

Concernant la société

SCI TESA
Société civile
lieu dit Canale - Villa à Noce
20600 Furiani

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2014-A-144 le 23/01/2014

R.C.S. BASTIA 508 223 013 (2008 D 268)

Fait à BASTIA le 23/01/2014,
LE GREFFIER

SCP NAPPI-CASANOVA Greffiers Associés Tribunal de Commerce - BASTIA

« SCI TESA »
Société civile Immobilière de construction vente au capital de 3.000 €
Siège social Villa a Noce - Lieudit Canale (20600) FURIANI
RCS 508 223 013 BASTIA

CESSION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Honoré ZIRPOLO
Demeurant le Thyrénéen, Quai des Martyrs de la libération (20200) BASTIA
De Nationalité Française, né le 26 Février 1945 à VOLTURARA IRPINA (Italie)
Epoux de Madame Marie Louise LUIGI, marié à ce jour sous le régime de la séparation des biens aux termes de son contrat de mariage reçu le 1er Septembre 1999 par Maitre BRONZINI DE CARAFFA Notaire Associé à BASTIA, homologué par le Tribunal de Grande Instance de BASTIA postérieurement à son union célébrée le 23 Décembre 1976 à BASTIA.

- d'une première part -

Ci-dessous désigné sous l'unique dénomination « LE CEDANT»

Et

Madame Christel ZIRPOLO, Epouse de Monsieur Pascal GIOVANNETTI
Demeurant le Thyrénéen, Quai des Martyrs de la libération (20200) BASTIA
De Nationalité Française, née le 6 Août 1977 à (20200) BASTIA

Mariée sous le régime de la séparation des biens aux termes de son contrat de mariage reçu le 14 Mai 2009 par Maitre BRONZINI DE CARAFFA, Notaire Associé à BASTIA, et établi préalablement à son mariage célébré à la mairie de BASTIA le 13 Juin 2009.
Laquelle déclare n'avoir apporté aucune modification a son régime matrimonial.

- d'une deuxième part -

Ci-dessous désigné sous l'unique dénomination « LA CESSIONNAIRE »

Enregistré à : SIE - POLE ENREGISTREMENT DE BASTIA
Le 16/01/2014 Bordereau n°2014/37 Case n°6 Ext 112
Enregistrement : 50 € Pénalités : 5 €
Total liquidé : cinquante-cinq euros
Montant reçu : cinquante-cinq euros
L'Agent des impôts

IL A ETE PRALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

EXPOSE

La Société Civile immobilière de construction vente dénommée « SCI TESA.» au capital de 3.000 € divisé en TRENTE (30) parts de CENT (100) Euros numérotées de 1 à 30, ayant actuellement son siège social, à Villa a Noce - Lieudit Canale (20600) FURIANI immatriculée au RCS sous le numéro 508 223 013 BASTIA a été constituée pour une durée de 50 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce, non encore expirée,(24 Septembre 2058) par Acte Sous Seing privé établi et signé en date à BASTIA du 25 Septembre 2008 enregistré à POLE ENREGISTREMENT DE BASTIA Bordereau 2008/ 811 Case N° 1 ext 2402

L'acte constitutif a été déposé au Greffe du tribunal de Commerce et des Sociétés de BASTIA le 25 Septembre 2008 sous le numéro 2008 A 1622 et publié dans le journal d'annonces légales « LE PETIT BASTIAIS» du 29 Septembre 2008.

La société a pour objet : l'acquisition d'un terrain à bâtir afin de procéder à l'édification d'un ou plusieurs immeubles en vue de leur vente en totalité ou par fractions.

Plus généralement, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières, de caractère purement civil se rattachant à l'objet social.

La société a commencé son activité le 30 Septembre 2008.

GESTION

Le Gérant de la Société Civile immobilière de construction vente dénommée « SCI TESA.» .» est actuellement Monsieur Paul CANAVA, demeurant à Monticello (20220),
De Nationalité Française, né le 1er février 1965 à Monticello (20220)

REPARTITION

Les parts sociales sont réparties à ce jour ainsi qu'il suit :

-à Monsieur Honoré ZIRPOLO, dix (10) parts sociales, numérotées de 1 à 10, ci..... ..10 parts
-à Monsieur Paul CANAVA, dix (10) parts sociales, numérotées de 11 à 20, ci..... .10 parts
-à Monsieur David DARY, dix (10) parts sociales, numérotées de 21 à 30, ci..... ... 10 parts
-à Mademoiselle Christel ZIRPOLO dix (10) parts sociales, numérotées de 1 à 10, ci..... 10 parts

TOTAL égal au nombre de parts composant le capital social : TRENTE PARTS SOCIALES, numérotées de 1 à 30, ci.....30 parts

ORIGINE DE PROPRIETE DES PARTS CEDEES

Le Cédant possède dans cette société, DIX (10) PARTS SOCIALES de CENT(100) EUROS de valeur nominale, numérotées de 1 à 10 pour les avoir reçues en représentation de son apport èn numéraire, d'un montant de mille euros lors de la constitution de la société, ainsi qu'il résulte d'un acte sous seing privé établi et signé en date à BASTIA du 25 Septembre 2008 enregistré à POLE ENREGISTREMENT DE BASTIA Bordereau 2008/ 811 Case N° 1 ext 2402.

DECLARATIONS DU CEDANT

Monsieur Honoré ZIRPOLO, cédant déclare que lesdites parts sont :

- Entièrement libérées et cessibles et, libres de toutes inscriptions de privilège, nantissement publications de commandement de saisie action en résolution,

- Ne sont affectées d'aucun droit quel qu'il soit en faveur de tiers, d'aucun gage et qu'il n'existe aucun empêchement d'aucune sorte à la présente cession,

Enfin, qu'elles ne font l'objet d'aucun pacte d'associés ou d'une convention conférant à un tiers un droit de priorité ou de préférence pour leur acquisition.

En conséquence, Monsieur Honoré ZIRPOLO met et subroge Madame Christel ZIRPOLO Epouse de Monsieur GIOVANNETTI, Cessionnaire dans tous ses droits et actions, créances y compris, vis-à-vis de la Société Civile de construction vente dénommée « SCI TESA. » et de tous tiers, ce qui est accepté par cette dernière.

Observation faite qu'il n'a été délivré aucun titre de ces parts et que leur propriété résulte uniquement des présentes.

CECI EXPOSE

CESSION

Par ces présentes, le Cédant transporte sous les garanties ordinaires et de droit à la cessionnaire qui accepte, DIX (10) PARTS SOCIALES dépourvues de numérotation de la Société Civile Immobilière de construction vente dénommée « SCI TESA. »», avec tous les droits et obligations y attachés.

La cessionnaire déclare qu'antérieurement, et en vue des présentes, elle a pris connaissance des statuts sociaux, de toutes les résolutions prises ainsi que de tous procès-verbaux dressés à ce jour par les assemblées des Associés.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de MILLE (1.000) EUROS à raison de CENT (100) EUROS la part sociale,

Cette somme de MILLE (1.000) EUROS est versée l'instant même par la Cessionnaire au Cédant par chèque tiré sur la Banque CREDIT AGRICOLE agence de ~~Bastia~~ numéro 855 et par conséquent la présente cession se trouve réalisée sous réserve de l'encaissement du chèque.

DONT QUITTANCE

Sous réserve de l'encaissement du chèque.

CONDITION PARTICULIERE DE LA CESSION DES PARTS SOCIALES ABSENCE DE GARANTIES DONNEES PAR LE CEDANT

Le prix des 10 parts sociales ci avant fixé soit la somme de MILLE EUROS (1.000 €) est ferme et définitif et ne serait être remis en cause pour quelque cause que ce soit même en cas de survenance ultérieure de passif inconnu au jour de la cession par contrôle ou autrement,

En conséquence, le Cédant déclare ne conférer aucune garantie d'actif net, de survenance de passif et de consistance d'actif immobilisé à la Cessionnaire, ce qui est expressément accepté par Madame Christel ZIRPOLO Epouse de Monsieur GIOVANNETTI, qui déclare parfaitement connaître la situation de la société de construction vente dénommée « SCI TESA» et vouloir dégager, à ce sujet, de toute responsabilité le rédacteur des présentes, après avoir été informé des inconvénients qui pouvaient résulter de l'absence des garanties évoquées ci avant.

- Enfin, que le prix de cession tient compte de cette absence de garantie, ce qui est confirmé par la Cessionnaire.

PROPRIETE - JOUISSANCE

Ladite cession, qui n'entraîne pas la dissolution de la Société Civile Immobilière de construction vente dénommée « SCI TESA» prendra effet à compter de ce jour, date à compter de laquelle la cessionnaire sera propriétaire desdites parts, en touchera les revenus et bénéficiera de tous les droits et créances qui y sont attachés.

SIGNIFICATION

Pour de conformer aux dispositions de l'article 16 des statuts de la société et à celles de l'article 1690 du Code Civil, le présent acte sera signifié à la société.

TBORGO

AUTORISATION DE CESSION

Conformément à l'article 16 des statuts de la société, la présente cession qui intervient au profit d'une personne physique étrangère à la société, est autorisée par tous les autres Associés de la société.

A savoir :

- Monsieur Paul CANAVA propriétaire de dix (10) parts sociales, numérotées de 11 à 20,
- Madame Monsieur David DARY, propriétaire de dix (10) parts sociales, numérotées de 21 à 30,

Qui interviennent à l'instant même aux présentes, et, donnent leur consentement à cette cession, voulant et entendant, tant, agréer cette cession, que expressément couvrir toutes les nullités qui pourraient résulter de l'absence de respect de certains délais et notifications prévus par ledit article 16 et s'engager pour l'avenir à ne jamais remettre en cause la présente cession pour quelque cause que ce soit.

REPARTITION

Il en résulte de la présente cession que les parts sociales seront réparties désormais comme suit :

-à Mademoiselle Christel ZIRPOLO Epouse de Monsieur GIOVANETTI,
dix (10) parts sociales, numérotées de 1 à 10, ci..... 10 parts
-à Monsieur Paul CANAVA, dix (10) parts sociales, numérotées de 11 à 20, ci..... 10 parts
-à Monsieur David DARY, dix (10) parts sociales, numérotées de 21 à 30, ci..... 10 parts

TOTAL égal au nombre de parts composant le capital social : TRENTE PARTS SOCIALES, numérotées de 1 à 30, ci..... 30 parts

FRAIS

Tous les frais droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige.

POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un exemplaire des présentes pour l'accomplissement de toutes formalités légales.

ENREGISTREMENT

Pour l'enregistrement, il est précisé :

- que la société est à prépondérance immobilière,
- que les présentes seront soumises à la formalité de l'enregistrement au droit actuellement en vigueur.

DONT ACTE

Fait à BASTIA, en 5 exemplaires,
Le trente Octobre 2013, dont 1 exemplaire pour chaque partie, 1 pour la société, 1 pour l'enregistrement, et 1 pour être déposé au Greffe du Tribunal de Commerce et des sociétés de BASTIA.

Monsieur Honoré ZIRPOLO
Cédant
"Lu et Approuvé et signature "

lu et approuvé

Madame Christel ZIRPOLO Epouse GIOVANNETTI
Cessionnaire
"Lu et Approuvé et signature "

lu et approuvé

Monsieur Paul CANAVA
Associée qui intervient au titre des dispositions de l'article 16 des statuts
"Lu et Approuvé, bon pour agrément et signature "

lu et approuvé

Monsieur David DARY
Associée qui intervient au titre des dispositions de l'article 16 des statuts
"Lu et Approuvé, bon pour agrément et signature "

lu et approuvé

« SCI TESA »
Société civile Immobilière de construction vente au capital de 3.000 €
Siège social Villa a Noce - Lieudit Canale (20600) FURIANI
RCS 508 223 013 BASTIA

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 28 OCTOBRE 2013

L'an 2013 et le 28 Octobre à 18 heures, les associés de la Société civile immobilière de construction vente «SCI TESA » se sont réunis en assemblée générale extraordinaire au siège social sur convocation du Gérant.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque participant à l'assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel que comme mandataire.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par le Gérant permet de constater que les associés présents et représentés possèdent 30 actions, sur les 30 actions émises par la Société.

Monsieur Paul CANAVA préside la séance en sa qualité de Gérant de la Société.

Monsieur Paul CANAVA dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- La feuille de présence de l'Assemblée Générale extraordinaire,
- Le texte des résolutions proposées aux suffrages des Associés,
- Le rapport de la Gérance,
- Le livre des Assemblées Générales,
- La lettre de demande d'agrément d'une cession de 10 parts sociales au profit de Madame Christel ZIRPOLO Epouse de Monsieur GIOVANNETTI actuellement personnes physique étrangère à la société, adressée à la Société par Monsieur Honoré ZIRPOLO conformément aux dispositions de l 'Article 16 des statuts de la Société,
- Les statuts de la société,

En un mot, tous les documents qui, conformément à la Loi doivent être tenus à la disposition des Associés ou adressés à ceux-ci s'ils en ont fait la demande.

Les Associés lui donnent acte de ces déclarations.

Monsieur Paul CANAVA rappelle ensuite que l'assemblée Extraordinaire est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Agrément à donner en vertu des dispositions de l'article 16 des statuts, à une cession de 10 parts sociales envisagées par Monsieur Honoré ZIRPOLO au profit de Madame Christel ZIRPOLO Epouse de Monsieur GIOVANNETTI,
- Modification de l'Article 7 des statuts, intitulé «Capital Social » après agrément de la cession,
- Questions diverses,
- Pouvoirs à conférer au gérant pour effectuer toutes les formalités,

Le Gérant donne lecture à l'Assemblée de son Rapport, puis rappelle qu'il convient d'agréer conformément à l'Article 16 des statuts intitulé « Cession et transmission des parts sociales» la cession de cession de 10 parts sociales envisagées par Monsieur Honoré ZIRPOLO au profit de Madame Christel GIOVANNETTI.

Monsieur Paul CANAVA déclare la discussion ouverte sur l'ensemble des points à l'ordre du jour.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, Monsieur Paul CANAVA, présidant la séance met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

Les Associés, après lecture du rapport du Gérant, ayant entendu les explications échangées en cours de séance, et pris connaissance du projet de cession de 10 parts sociales envisagée par Monsieur Honoré ZIRPOLO au profit de Madame Christel GIOVANNETTI, ainsi que des correspondances adressées par les intéressés tant à la Société qu'aux Associés, prennent acte des conditions de cession, savoir :

- Date de réalisation de cette cession : A compter du 28 Octobre 2013,
- Prix de cession : 100 euros la Part sociale soit pour 10 parts, 1.000 €.

décident d'autoriser cette cession de parts conformément aux dispositions de l'article 16 des statuts.

Les Associés, confèrent tous pouvoirs au Gérant pour notifier sans délais aux intéressés la présente décision.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

DEUXIEME RESOLUTION

Les Associés, décident, après lecture du rapport de la Gérance, ayant entendu les explications échangées en cours de séance, après autorisation de la cession de parts sociales envisagée dans la résolution qui précède, et sous réserve de la réalisation pleine et entière de celle-ci, de modifier l'Article 7 des statuts intitulé « Capital Social » qui sera désormais rédigé ainsi qu'il suit :

« Article.7 – Capital Social »

Le capital social est fixé à la somme totale de trois mille euros divisé en trente parts sociales numérotées de 1 à 30, intégralement libérées, attribuées aux associés en représentation de leurs apports respectifs, savoir :

- à Madame Christel GIOVANNETTI, 10 parts numérotées de 1 à 10, ci	10 parts
- à Monsieur Paul CAVANA, 10 parts numérotées de 11 à 20, ci.....	10 parts
- à Monsieur David DARY, 10 parts numérotées de 21 à 30, ci.....	10 parts
Total	**30 parts**

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION

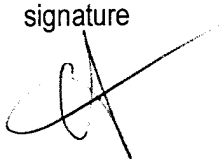
Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un exemplaire ou d'une copie des présentes, à l'effet d'effectuer toutes les formalités prévues par la Loi.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, Monsieur Paul CANAVA déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le Gérant et tous les Associés.

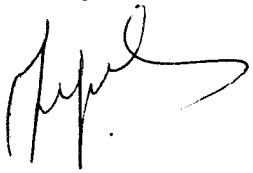
Le Gérant et Associé
Monsieur Paul CANAVA
signature



Un Associé
Monsieur David DARY
signature



Un Associé
Monsieur Honoré ZIRPOLO
signature



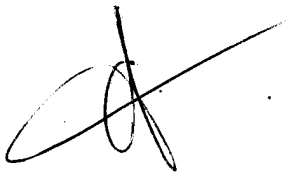
« SCI TESA »

Société civile Immobilière de construction vente au capital de 3.000 €
divisé en 30 parts sociales de 100 € de valeur nominale
Siège social Villa a Noce - Lieudit Canale (20600) FURIANI
RCS 508 223 013 BASTIA

STATUTS

MISE A JOUR
Après cession de Monsieur Honoré ZIRPOLO
au profit de Madame Christel GIOVANNETTI

Pour copie conforme
Le Gérant
Paul CANAVA



ARTICLE 1ER Forme

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement une société civile régie par les articles 1832 et suivants du Code civil, par le titre 1er de la loi n°71-579 du 16 juillet 1971, tous textes qui viendraient à les modifier ou les compléter et par les présents statuts.

ART. 2 Objet

La société a pour objet : l'acquisition d'un terrain à bâtir afin de procéder à l'édification d'un ou plusieurs immeuble en vue de leur vente en totalité ou par fractions.

Plus généralement, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières de caractère purement civil se rattachant à l'objet social.

ART. 3 Dénomination sociale

La société prend la dénomination de : SCI TESA.

Cette dénomination qui doit figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doit être précédée ou suivie des mots « Société civile » et de l'indication du capital social.

ART. 4 Durée

La société est constituée pour une durée de cinquante années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Un an au moins avant le terme prévu par les présents statuts, les associés devront être consultés sur la prorogation de la société. À défaut, tout associé peut solliciter par voie de requête au président du Tribunal de grande instance la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la consultation ci-dessus mentionnée.

La prorogation résulte d'une décision collective des associés prise à la majorité exigée par la modification des statuts.

La dissolution résulte de la décision collective des associés prise à cet effet à la majorité exigée pour la modification des statuts.

La dissolution ne résulte pas d'un événement affectant la qualité d'un des associés tel que : décès, incapacité, règlement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, dissolution de la personne morale de l'associé.

ART. 5 Siège social

Le siège de la société est fixé à FURIANI (20600) Villa a Noce, Lieudit Canale.

Le siège social peut être transféré en un autre lieu de la même ville ou du même département par décision de la gérance qui pourra en conséquence modifier les statuts et partout ailleurs, sur décision collective extraordinaire.

ART. 6 Apports

Les apports faits par les associés sont les suivants :

⇒ M. Honoré ZIRPOLO apporte à la société une somme en numéraire de mille euros, ci :..... 1 000 €

⇒ M. Paul CANAVA apporte à la société une somme en numéraire de mille euros, ci : ..... 1 000 €

⇒ M. David DARY apporte à la société une somme en numéraire de mille euros, ci : ..... 1 000 €

Total égal au montant des apports en numéraires, soit trois mille euros, ci : ..... 3 000 €

Ladite somme a été immédiatement déposée en numéraire dans la caisse sociale, ce qui est reconnu par M. Honoré ZIRPOLO désigné ci-après en qualité de gérant.

« Article.7 – Capital Social »

Le capital social est fixé à la somme totale de trois mille euros divisé en trente parts sociales numérotées de 1 à 30, intégralement libérées, attribuées aux associés en représentation de leurs apports respectifs, savoir :

- à Madame Christel GIOVANNETTI, 10 parts numérotées de 1 à 10, ci	**10 parts**
- à Monsieur Paul CAVANA, 10 parts numérotées de 11 à 20, ci.....	**10 parts**
- à Monsieur David DARY, 10 parts numérotées de 21 à 30, ci.....	**10 parts**
Total	**50 parts**

ART. 8 Augmentation et réduction du capital

Le capital pourra être augmenté en une ou plusieurs fois en vertu d'une décision prise par les associés conformément à l'article 25 des présents statuts, notamment par création de parts nouvelles attribuées en représentation d'apports en nature ou d'apports en numéraire, ces derniers pouvant être libérés par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société; les attributaires des parts nouvelles, s'ils ne sont pas déjà associés, doivent être formellement agréés par les associés.

Le capital pourra aussi à toute époque être réduit soit par retrait d'apports, soit par des remboursements légaux sur toutes les parts, ou par achat et annulation de parts, le tout par décision collective des associés, conformément à l'article 29 des présents statuts.

ART. 9 Titre des associés

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Le titre de chaque associé résultera seulement des présentes, des actes qui pourraient modifier le capital social et des cessions qui seraient ultérieurement consenties. Une copie ou un extrait de ces actes, certifié par un gérant sera délivré à chacun des associés sur sa demande et à ses frais.

ART. 10 Droits attachés aux parts

Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social, dans la répartition des bénéfices et dans le boni de liquidation à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes. Les pertes ou le mali de liquidation, s'il en existe, sont supportés dans les mêmes conditions. Elle donne également droit de participer aux décisions collectives des associés et d'y voter.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent en quelques mains qu'elle passe.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives des associés ou de la gérance régulièrement prises.

ART. 11 Appel de fonds et vente forcée

Les associés sont tenus de satisfaire aux appels de fonds nécessaires à l'accomplissement de l'objet social à proportion de leurs droits sociaux, pour autant que ces appels de fonds soient indispensables à l'exécution de contrats de ventes à termes ou en l'état futur d'achèvement déjà conclus ou à l'achèvement de programme dont la réalisation déjà commencée n'est pas susceptible de division.

Un programme est dit non susceptible de division quand la réalisation ou l'utilisation normale des constructions commencées n'est possible que si l'ensemble du programme est achevé.

La gérance est autorisée à faire les appels de fonds nécessaires par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si un associé n'a pas satisfait à ses obligations, ses droits pourront, un mois après mise en demeure restée infructueuse, être mis en vente publique à la requête des représentants de la société par une décision de l'assemblée fixant la mise à prix.

Sur première convocation, l'assemblée générale se prononce à la majorité des deux tiers du capital social et, sur deuxième convocation, à la majorité des deux tiers des droits sociaux présents ou représentés. Les parts détenues par les associés à l'encontre desquels la mise en vente est à l'ordre du jour de l'assemblée ne sont pas prises en compte pour le calcul des majorités requises.

La vente a lieu pour le compte de l'associé défaillant et à ses risques. Les sommes provenant de la vente sont affectées par privilège au paiement des dettes de l'associé défaillant envers la société. Ce privilège l'emporte sur toutes les sociétés réelles conventionnelles grevant les droits sociaux de l'associé défaillant.

Si des nantissements ont été exécutés sur les parts vendues, le droit de rétention des créanciers nantis n'est opposable ni à la société ni à l'adjudicataire des droits sociaux.

Jusqu'à la vente des parts de l'associé défaillant les autres associés sont tenus de répondre aux appels de fonds faits à cet associé, en ses lieu et place au prorata de leurs droits sociaux.

ART. 12 Indivisibilité des parts

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les associés.

En cas de désaccord, le mandataire sera désigné en justice à la demande du plus diligent.

Lorsque les parts sociales font l'objet d'un usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier.

ART. 13 Scellés

Les héritiers et ayants droit ou créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et droits de la société, ou demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer d'aucune manière dans les actes de son administration.

ART. 14 Responsabilité des associés

Les associés sont tenus du passif social sur tous leurs biens à proportion de leurs droits sociaux.

Les créanciers de la société ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après mise en demeure adressée à la société et restée infructueuse. À cet effet, le représentant de la société est tenu de communiquer à tout créancier social qui en fera la demande le nom et le domicile réel ou élu de chacun des associés.

Les associés ne peuvent être poursuivis en raison des obligations résultant des articles 1642-1 et 1646-1 du Code civil qu'après mise en demeure restée infructueuse adressée à la société si le vice n'a pas été réparé, ou adressée soit à la société soit à la compagnie d'assurance qui garantit la responsabilité de celle-ci, si le créancier n'a pas été indemnisé.

ART. 15 Faillite d'un associé

S'il y a déconfiture, faillite personnelle, liquidation judiciaire ou règlement judiciaire atteignant l'un des associés et à moins que les autres ne décident de dissoudre la société par anticipation, il est procédé au remboursement des droits sociaux de l'intéressé, lequel perdra alors la qualité d'associé; la valeur des droits sociaux est déterminée conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

ART. 16 Cession de parts

16.1 — La cession de parts sociales doit être constatée par écrit.

La cession n'est opposable à la société qu'autant qu'elle lui aura été signifiée par acte extrajudiciaire ou qu'elle aura été acceptée par elle dans un acte authentique. Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et après publication conformément à la loi.

16.2 — Les cessions de parts entre associés.

Toutes les cessions de parts même entre associés, ascendants et descendants et entre conjoints, n'interviennent qu'après agrément du cessionnaire proposé par les associés se prononçant à la majorité des deux tiers au moins du capital social

16.3 — À l'effet d'obtenir cet agrément, l'associé qui projette de céder tout ou partie de ses parts doit en faire la notification à la société et à chacun des coassociés par lettre recommandée avec avis de réception indiquant le nombre de parts à céder, les nom, prénoms, nationalité, profession et domicile du cessionnaire proposé et demandant l'agrément dudit cessionnaire.

Dans le mois de la réception de cette lettre par la société, la société doit convoquer les associés en assemblée, ou faire procéder à une consultation écrite des associés à l'effet de les voir se prononcer sur l'agrément sollicité.

Lorsqu'ils refusent le cessionnaire proposé, les associés se portent acquéreurs des parts; si plusieurs d'entre eux décident d'acquérir des parts, ils sont réputés acquéreurs à proportion des parts qu'ils détenaient antérieurement; si aucun associé ne se porte acquéreur ou si les offres des associés portent sur un nombre de parts inférieur à celui que le cédant entend céder, la société peut faire acquérir tout ou partie des parts par un tiers ou les acquérir elle-même en vue de leur annulation.

Les offres d'achat sont notifiées au cédant par la gérance par lettre recommandée avec avis de réception indiquant les noms des acquéreurs proposés ou l'offre de rachat par la société ainsi que le prix offert. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé conformément à l'article 1843-4 du Code civil, sans préjudice du droit pour le cédant de conserver ses parts.

Si aucune offre d'achat n'est faite au cédant dans le délai de six mois à compter de la dernière des notifications faite par lui à la société et à ses coassociés en vue de l'agrément du cessionnaire, l'agrément est réputé acquis à moins que ces coassociés ne décident, dans le même délai, la dissolution de la société; le cédant peut toutefois rendre caduque la décision en faisant connaître dans le mois de la décision, par lettre recommandée avec avis de réception adressée à la société, qu'il renonce à la cession projetée.

Lorsque l'agrément est donné ou est réputé acquis, la cession projetée doit être régularisée dans le délai de deux mois; passé ce délai, le cédant est réputé avoir renoncé à la cession.

16.4 — Les dispositions des paragraphes 16.2 et 16.3 qui précèdent s'appliquent à toutes les mutations entre vifs intervenant de gré à gré à titre onéreux ou gratuit, aux apports en société.

ART. 17 Transmission par décès ou suite à une liquidation de communauté entre époux

Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession au profit des héritiers en ligne directe du titulaire, lesquels devront, dans les plus courts délais, justifier à la société de leur état civil, de leur qualité et de la propriété divise ou indivise des parts sociales du défunt par la production d'un certificat de propriété ou de tous autres actes probants.

Toute transmission de parts sociales par voie de succession ou suite à une liquidation de communauté entre époux, au profit de personnes autres que les héritiers en ligne directe du défunt, ne pourra avoir lieu qu'avec l'agrément des associés se prononçant à la majorité des deux tiers du capital social

Le conjoint survivant et les héritiers autres que les héritiers en ligne directe qui devront présenter toutes indications et justifications utiles sur leur état civil et leurs qualités, sollicitent cet agrément de la manière prévue à l'article précédent.

À défaut d'agrément et conformément à l'article 1870-1 du Code civil les intéressés sont seulement créanciers de la société et n'ont droit qu'à la valeur des droits sociaux de leur auteur ou à leur part dans ces droits déterminée dans les conditions fixées par l'article 1843-4 du Code civil.

ART. 18 Époux communs en biens

L'époux commun en biens qui apporte à la société un bien commun doit justifier de l'avis donné à son conjoint, un mois à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Seul aura la qualité d'associé l'époux qui effectue l'apport.

Toutefois, la qualité d'associé pour la moitié des parts souscrites est également reconnue au conjoint de l'apporteur si celui-ci signifie à la société sa volonté d'être personnellement associé.

Si cette volonté est manifestée lors de l'apport, l'acceptation ou l'agrément de la société vaut pour les deux époux; dans les autres cas, il sera fait application de l'article 15 des présents statuts.

ART. 19 Retrait d'un associé

Tout associé peut se retirer totalement ou partiellement de la société avec l'accord unanime des associés, ou par décision du président du Tribunal de grande instance statuant en référé et autorisant le retrait pour justes motifs.

L'associé qui se retire a droit au remboursement de la valeur de ses parts au jour du retrait. La valeur des parts est déterminée par accord entre les associés ou à défaut à dire d'expert en application des dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

ART. 20 Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants choisis parmi les associés ou en dehors d'eux, par une décision collective des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

M. Honoré ZIRPOLO, demeurant à BASTIA (20200) Le Tyrrhénien, Quai des Martyrs de la Libération, présent et acceptant, est nommé en qualité de premier gérant.

ART. 21 Durée d'exercice des fonctions de gérant

Les gérants sont nommés pour une durée illimitée.

Les fonctions de gérant cessent par le décès, l'interdiction, la déconfiture, la faillite, la révocation ou la démission.

Le décès ou la cessation des fonctions d'un gérant pour quelque motif que ce soit, n'entraîne ni dissolution de la société ni ouverture d'un droit de retrait pour l'associé gérant.

Les gérants sont révocables par décision ordinaire des associés même lorsque leur nom figure dans les statuts ; si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Les gérants sont également révocables par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

En rémunération de leurs fonctions, les gérants peuvent recevoir un salaire annuel dont le montant et les modalités sont fixés par les associés.

ART. 22 Pouvoirs

Dans les rapports entre associés, le gérant peut accomplir tous les actes de gestion que demande l'intérêt de la société.

Dans les rapports avec les tiers, il engage la société par les actes entrant dans l'objet social.

S'il y a plusieurs gérants, ils exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun d'eux de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

Les associés sont convoqués quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée; celle-ci indique l'ordre du jour de telle sorte que le contenu et la portée des questions qui y sont inscrites apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

Tous les associés, quel que soit le nombre de parts qu'ils possèdent ont accès à l'assemblée.

Tout associé peut se faire représenter par un autre associé.

Chaque membre de l'assemblée dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente de parts sans limitation.

L'assemblée est présidée par le gérant ou l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales et qui accepte ces fonctions. Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Néanmoins elle peut, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs gérants et procéder à leur remplacement.

L'assemblée, régulièrement constituée, représente l'universalité des associés.

Ses délibérations prises conformément aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal indiquant la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du président, les noms et prénoms des associés présents ou représentés, le nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis aux associés, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Cependant à l'égard des tiers, l'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

ART. 23 Responsabilité

Chaque gérant est responsable individuellement envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.

Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes faits, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés.

Toutefois, dans leurs rapports entre eux, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Si une personne morale exerce les fonctions du gérant, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

ART. 24 Action sociale

Outre l'action en réparation du préjudice subi personnellement, un ou plusieurs associés peuvent intenter l'action sociale en responsabilité contre les gérants. Les demandeurs sont habilités à poursuivre la réparation du préjudice subi par la société ; en cas de condamnation du gérant des dommages-intérêts sont alloués à la société.

Aucune décision de l'assemblée des associés ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour la faute commise dans l'accomplissement de leur mandat.

ART. 25 Décisions des associés

Les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par les associés en assemblées générales.

Elles peuvent encore résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte, ou d'une consultation écrite.

ART. 26 Assemblées

L'assemblée des associés est convoquée au lieu du siège social ou tout autre lieu de la même ville à l'initiative de la gérance.

Toutefois, tout associé peut demander à la gérance de provoquer une délibération des associés sur une question déterminée.

Sauf si la question porte sur le retard de la gérance à remplir l'une de ses obligations, la demande est considérée comme satisfaite lorsque la gérance accepte que la question soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine assemblée.

Si le gérant s'oppose à la demande ou garde le silence, l'associé demandeur peut, à l'expiration du délai d'un mois à dater de sa demande, solliciter du président du Tribunal de grande instance, statuant en la forme des référés, la désignation d'un mandataire chargé de provoquer la délibération des associés.

Les procès-verbaux sont établis et signés par les gérants et, s'il y a lieu par le président de l'assemblée, sur un registre spécial tenu au siège de la société, coté et paraphé dans la forme ordinaire et sans frais soit par un juge du Tribunal de commerce ou du tribunal d'instance, soit par le maire ou un adjoint du maire de la commune du siège de la société.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

Les copies ou extraits de procès-verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

ART. 27 Décision unanime dans un acte

Les associés peuvent prendre à l'unanimité toute décision collective par acte notarié ou sous seing privé.

Cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre des procès-verbaux prévu à l'article 26 ci-dessus.

La mention dans le registre contient obligatoirement l'indication de la forme, de la nature, de l'objet et des signataires de l'acte.

L'acte lui-même, s'il est sous seing privé, ou sa copie authentique s'il est notarié, est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre des délibérations.

ART. 28 Consultation écrite

Si les associés sont consultés par écrit, la gérance notifie en double exemplaire, à chaque associé, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le texte du projet de chaque résolution ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Chaque associé devra retourner un exemplaire daté et signé de chaque résolution en indiquant pour chacune d'elle « adoptée » ou « rejetée ».

À défaut de ces mentions, ou en l'absence de réponse dans le délai prévu l'associé est réputé s'être abstenu.

Chaque associé dispose d'un délai maximum de quinze jours à compter de la date de réception des documents nécessaires à son information pour émettre son vote.

ART. 29 Décisions ordinaires

Les décisions ordinaires sont essentiellement des décisions de gestion.

Elles concernent, d'une manière générale, toutes les questions qui n'emportent pas modification des statuts ainsi que la nomination des gérants ou leur révocation même si leur nom figure dans les statuts.

Ces décisions sont valablement prises par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital.

ART. 30 Décisions extraordinaires

Les décisions extraordinaires ont pour objet la modification des statuts dans toutes leurs dispositions, la vente forcée des parts d'un associé en application de l'article 11 des présents statuts.

Ces décisions ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par les associés représentant les deux tiers au moins du capital social.

Toutefois, toute mesure emportant changement de la nationalité de la société ou encore augmentation de la responsabilité des associés à l'égard des tiers, doit être prise à l'unanimité.

ART. 31 Information des associés

Dès que les associés sont convoqués à une assemblée, le texte des résolutions proposées et tout document nécessaire à l'information des associés sont tenus à leur disposition au siège social, où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

Les associés peuvent demander que ces documents leur soient adressés soit par lettre simple, soit à leurs frais, par lettre recommandée.

Lorsque l'ordre du jour de l'assemblée porte sur la reddition de compte des gérants, le rapport d'ensemble de la gérance sur l'activité de la société, le texte des résolutions proposées et tous autres documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par lettre simple, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Les mêmes documents sont, pendant ce délai, tenus à la disposition des associés au siège social, où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

En outre, tout associé a le droit, une fois par an, de prendre par lui-même, au siège social, connaissance ou copie de tous les livres et documents sociaux, des contrats, factures, correspondance, procès-verbaux et, plus généralement, de tout document établi par la société ou reçu par elle.

Dans l'exercice de ces droits, l'associé peut se faire assister d'un expert choisi parmi les experts agréés par la cour de cassation ou les experts près une cour d'appel.

Tout associé a également, une fois par an, le droit de poser par écrit des questions sur la gestion sociale auxquelles il devra être répondu par écrit dans le délai d'un mois.

Enfin tout associé peut, après toute modification statutaire, demander à la société la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. La société doit annexer à ce document la liste mise à jour des associés, ainsi que des gérants.

ART. 32 Exercice social

L'exercice social commence au 1er janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice social comprendra la période courue entre le jour de l'immatriculation de la société et le 31 décembre 2009.

ART. 33 Comptes sociaux – Rapport de la gérance – Approbation des comptes

À la clôture de chaque exercice, la gérance établit l'inventaire, le compte d'exploitation générale, le compte de profits et pertes et le bilan de la société.

La gérance doit, au moins une fois dans l'année, rendre compte de sa gestion aux associés.

Cette reddition de compte doit comporter un rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la société au cours de l'année ou de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.

Les associés doivent être convoqués en assemblée générale dans les six mois de la clôture de l'exercice à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et sur l'affectation des résultats.

ART. 34 Affectation et répartition des résultats

Les bénéfices nets sont constitués par les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, ainsi que de tous amortissements et de toutes provisions.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures et augmenté des reports bénéficiaires.

Toutefois, avant toute distribution de ce bénéfice sous forme de dividendes proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux, les associés peuvent décider de prélever toutes sommes qu'ils jugeront convenables pour les porter en tout ou partie à tous fonds de réserves ou encore pour les reporter à nouveau.

En outre, les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles : en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les modalités de mise en paiement des sommes distribuées sont fixées par les associés ou, à défaut, par la gérance.

Les pertes, s'il en existe, s'imputent d'abord sur les bénéfices non encore répartis, ensuite sur les réserves, puis sur le capital; le solde, s'il y a lieu, est supporté par les associés proportionnellement à leurs parts sociales.

ART. 35 Dissolution – Liquidation

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution quelle qu'en soit la cause.

Cependant, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au registre du commerce et des sociétés.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

Toutefois, la mention « société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs pris parmi les associés, ou en dehors d'eux, et nommés par décision ordinaire des associés, ou, à défaut, par ordonnance du président du Tribunal de grande instance statuant sur requête de tout intéressé.

Le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la société : il a les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif et acquitter le passif.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des charges sociales et le remboursement aux associés du montant nominal non amorti de leurs parts sociales, est partagé entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts.

ART. 36 Contestations

Toute contestation qui pourrait s'élever pendant la durée de la société ou lors de la liquidation entre associés, relativement aux affaires sociales, sera soumise au Tribunal de grande instance territorialement compétent.

AFFICHES PARISIENNES

Tél. **01.42.94.80.14.**
Télécopie **01.42.94.84.83.**

POUVOIR

Je soussigné

NOM du représentant légal CANAVA

PRENOM Paul

SOCIETE SCI TESA

Donne pouvoir à : AFFICHES PARISIENNES
15, rue du Louvre – 75001 PARIS

de, pour moi et en mon nom, déposer et signer au greffe du tribunal de Commerce de BASTIA et partout où besoin sera, ma demande d'immatriculation au registre du Commerce et des Sociétés, conformément à la Loi.

Je lui donne également pouvoir de déposer des déclarations modificatives rectifiant, complétant ou annulant les mentions qui y sont portées.

Bon pour pouvoir
Signature du représentant légal
Bon pour pouvoir

A PARIS, le 21/12/2013

Certifié sincère et véritable le présent pouvoir
le mandataire soussigné

Pouvoir Accepté